# **ROYAUME UNI ?**

Jean-Pierre KERTUDO  
 septembre 2022

**Table des matières**

[**Introduction** 3](#_Toc114067987)

[**L’ECHEC DU BREXIT** 4](#_Toc114067988)

[**Les causes du divorce avec l’Union européenne** 4](#_Toc114067989)

[**Les divisions consécutives** 4](#_Toc114067990)

[**Le premier discours de Charles III.** 5](#_Toc114067991)

[**Pourquoi le Brexit n’a pas marché ?** 5](#_Toc114067992)

[**LA PROGRESSION DES FRACTURES** 5](#_Toc114067993)

[**Les fractures territoriales** 5](#_Toc114067994)

[**Les fractures sociétales** 6](#_Toc114067995)

[**L’allergie aux immigrés** 6](#_Toc114067996)

[**La déroute du système de santé** 7](#_Toc114067997)

[**Les déboires agricoles et alimentaires** 7](#_Toc114067998)

[**L’inflation galopante** 8](#_Toc114067999)

[**Vers la récession** 8](#_Toc114068000)

[**La persistance du plein emploi** 8](#_Toc114068001)

[**Une monnaie qui se tient** 9](#_Toc114068002)

[**LA QUALITE DECLINANTE DU PERSONNEL POLITIQUE** 9](#_Toc114068003)

[**CONCLUSIONS** 10](#_Toc114068004)

# **Introduction**

Le récent décès de la reine Elizabeth II a donné lieu à la célébration très médiatisée de sa personne dans le monde entier et à des manifestations de grande ferveur nationale dans toutes les parties du Royaume Uni. L’évènement peut être interprété comme le symptôme d’une très forte aspiration collective des citoyens du pays à l’unité. On ne saurait le nier. La société britannique communie dans tout un ensemble de particularismes culturels et de références historiques qui cimentent ses habitants.

On peut aussi comprendre l’évènement actuel comme une aspiration des sujets de conjurer les mauvais sorts de leurs divisions croissantes. Celles-ci nous paraissent avoir atteint, depuis une dizaine d’années, des niveaux très élevés. Il nous semble donc que les désirs d’unité qui viennent de se déverser autour de la dépouille de la reine sont surtout le révélateur d’un grand désarroi national.

Les promesses du BREXIT n’ont pas été tenues et nous allons voir, dans un premier temps, qu’elles ont peu de chances de se réaliser.

Mais les divisions internes ne sont pas, loin de là, le produit du divorce avec l’Europe continentale. On va les inventorier dans un second temps.

Dans un troisième temps, nous devrons nous interroger sur les conséquences de la perte d’exemplarité du berceau de la démocratie.

# **L’ECHEC DU BREXIT**

Avant de dresser le constat il nous faut préciser les raisons pour lesquelles le corps électoral, à une assez faible majorité, a décidé de se séparer de l’Union européenne.

## **Les causes du divorce avec l’Union européenne**

Elles ont été, profondément, politiques. Depuis leur entrée dans l’Union, les Britanniques ont été désireux d’en faire un immense marché, ce à quoi ils ont pleinement contribué, tout en refusant les propensions au fédéralisme afin de préserver leur souveraineté. Ils n’ont jamais totalement accepté que l’Allemagne reconstruite qui leur a coûté tant de morts et de dévastations, redevienne le leader européen aux côtés de la France et de l’Italie militairement et moralement défaites. Ils ne sont pas entrés dans la zone euro parce qu’elle accordait trop de pouvoir à la banque centrale. En outre, les « brexiters » ont réussi à faire ressentir à leur opinion que les désastres des régions industrielles, naguère si prospères, avaient été provoquées par le libre-échangisme des technocrates bruxellois dont ils pourtant été les plus ardents avocats.

## **Les divisions consécutives**

L’Ecosse et l’Irlande se sont, massivement, déclarées hostiles à la sortie de l’Union européenne. Il en a été de même de la City qui joue un si grand rôle dans l’économie et la finance du pays ainsi que dans la partie la plus prospère de l’Angleterre. Ce sont les territoires les plus prolétarisés, anciennement industriels, traditionnellement travaillistes qui ont fait pencher la balance pour des motifs ayant peu à voir avec le projet européen. Ce qui veut dire que les grands démagogues qui ont orchestré le divorce, B. JONSHON en tête, ont réussi à capter des mécontentements sans avoir la moindre idée réaliste susceptible de leur donner une issue positive.

D’après les plus récents sondages, les partisans d’une indépendance de l’Ecosse pourraient bien devenir majoritaires. N. STURGEON, première ministre a annoncé la tenue prochaine d’un référendum. Comme le parlement de Westminster doit finalement en décider, il est peu probable que l’initiative, en cas de succès électoral, soit suivi d’effet. Il n’empêche qu’un coup important sera porté à l’unité du royaume.

Dans le même temps, en Irlande du Nord, les unionistes ont perdu la majorité et les partisans d’une réunification avec DUBLIN se sont singulièrement renforcés.

## **Le premier discours de Charles III.**

Dans le contexte que l’on vient de rappeler, on aurait pu s’attendre à voir le nouveau monarque mettre en tête de son discours inaugural l’impératif premier de maintenir l’unité du royaume. Bien au contraire, il a déroulé un propos général surtout empreint de bons sentiments. Il ne pouvait guère en aller autrement car il lui était interdit de formuler des orientations réellement politiques. De telle sorte que le souverain, qui, en réalité, ne l’est pas vraiment, pèsera fort peu dans la résorption des divisions. Il les masquera plutôt que de les réduire. Sa position illustre le décalage grandissant entre les discours, les débats qu’entretiennent les occupants des institutions et les préoccupations quotidiennes des gens ordinaires.

## **Pourquoi le Brexit n’a pas marché ?**

Le pari des « brexiters » était double. Ils tablaient sur l’impotence de l’Europe continentale si disparate et si chroniquement divisée. Leur conviction était qu’ils parviendraient à en tirer parti comme ils avaient toujours réussi à le faire tout au long de l’histoire. Ils comptaient aussi, beaucoup sur les liens entretenus avec les Etats-Unis et la vitalité du Commonwealth permettant au Royaume Uni de rayonner mondialement en toute indépendance.

La réaction des continentaux européens, non prévue, a été de progresser dans l’unification. Ils ont serré les rangs lors de la longue négociation des termes du divorce Les Etats-Unis, pour leur part, ont refusé l’instauration de liens économiques préférentiels avec la Grande-Bretagne. Quant aux Etats-Membres du Commonwealth ils poursuivent, chacun de son côté, la promotion de leurs intérêts nationaux. Ils privilégient, de fait, leurs relations économiques et politiques avec le grand marché européen. Tout en conservant une place de premier ordre dans la finance mondiale, la City a perdu des emplois et des moyens d’action.

# **LA PROGRESSION DES FRACTURES**

Elles sont à la fois territoriales et, plus largement, sociétales.

## **Les fractures territoriales**

Il existe de très forts contrastes entre la capitale, l’Angleterre du sud-ouest et les territoires de la partie nord. Les grandes métropoles de Liverpool et Birmingham ont failli sombrer dans les années quatre-vingt puis se sont reconverties dans le tertiaire sans récupérer leur splendeur passée.

L’Ecosse pèse assez peu dans le PIB du Royaume Uni (10%). Sa population ne représente que 8,3% du total des habitants britanniques. Son niveau de vie moyen est légèrement supérieur à celle du royaume. Sa prospérité relative s’explique par la production de pétrole et de gaz en mer du Nord ainsi que par les activités de pêche. Deux sources de revenus qui évoluent dans le sens de l’épuisement des ressources. Les échanges commerciaux avec les autres régions de l’ile sont essentiels, ce qui relativise le possible succès des propensions indépendantistes.

L’Irlande républicaine, grâce à son intégration dans l’Union européenne, à une politique fiscale très attractive pour les grandes multinationales a vu le niveau de vie de sa population s’améliorer. Les disparités de revenus et de patrimoine avec la partie nord restée fidèle au Royaume-Uni se sont largement résorbées. Les unionistes protestants du nord de l’ile, devenus minoritaires au sein même de leur territoire récusent toute perspective d’unification et refusent de participer au gouvernement de Belfast. Ils exercent une pression maximale sur le gouvernement de Londres afin de réviser, c'est-à-dire de répudier, le protocole négocié avec l’Union européenne qui a répliqué en engageant des procédures d’infraction aux accords du Brexit. Aucune solution de compromis ne se dessine. La situation devrait conduire à une nouvelle conjoncture marquée par une recrudescence des différents de l’Union avec le gouvernement conservateur en cours de formation.

Le Pays de Galles a sérieusement compté pour l’économie britannique grâce à ses activités charbonnières aujourd’hui disparues. Avec ses 3,1 millions d’habitants, il ne contribue qu’à moins de 5% de la population du Royaume-Uni. Sa représentation au parlement se limite à 40 députés sur un total de 650. Il existe un indépendantisme militant qui ne parvient pas à sortir de sa marginalité. Il apparaît donc exclu que cette composante menace sérieusement l’intégrité de l’édifice constitutionnel.

Notre analyse amène donc à minimiser les risques de divorce entre les différentes parties du Royaume Uni. Mais il n’empêche que le mariage va rester tumultueux. En vérité, les problèmes les plus importants se situent ailleurs et, plus précisément, dans le champ sociétal.

## **Les fractures sociétales**

Elles dépassent singulièrement le champ purement économique. C’est leur conjonction qu’il convient d’examiner.

## **L’allergie aux immigrés**

Les partisans du Brexit ont puissamment fondé leur argumentaire sur la nécessité de mettre fin à l’afflux des immigrés. Leur hostilité, comme partout ailleurs, associait des considérations économiques et identitaires. Au plan économique, il importait de réserver des postes de travail aux autochtones. Au plan identitaire, il fallait stopper l’essor du multiculturalisme. Les résultats sont éloquents : multiplication des pénuries de main-d’œuvre dans l’hôtellerie-restauration, les transports de marchandises et de voyageurs, dans les hôpitaux, la médecine de ville. Ces phénomènes ne font pas du royaume une exception car ils affectent l’ensemble des nations occidentales. Mais ils pèsent encore plus lourdement qu’ailleurs. Il y a bien longtemps que la Grande-Bretagne est devenue un pays multiculturel. Les difficultés de cohabitation entre les ethnies ne sont pas nouvelles. L’allergie aux immigrés visait surtout, aux yeux des brexiters, les européens de l’est. On voit qu’en leur absence les difficultés économiques se sont aggravées.

## **La déroute du système de santé**

Le système a été quasiment étatisé après la seconde guerre mondiale et a été célébré comme le pilier majeur de « l’Etat social ». Son financement repose sur la fiscalité. Il se trouve, maintenant en état d’asphyxie. Les délais d’attente pour se faire soigner n’ont cessé de s’allonger, aggravés par la pandémie de COVID. Comme dans beaucoup d’autres pays européens, le manque de personnel soignant explique en partie la situation. A cela il faut ajouter un sous-investissement chronique dans le système. Le parti conservateur au pouvoir se déclare pourtant partisan d’une baisse des impôts. A supposer qu’il tienne ses promesses le système de santé verrait ses pénuries s’accentuer avec le risque de voir s’effondrer l’une des grandes conquêtes sociales de l’après-guerre. Ce que souhaitent les grandes firmes pharmaceutiques du grand-frère américain.

## **Les déboires agricoles et alimentaires**

Les soutiens financiers nationaux au secteur agricole n’ont jamais été importants en Grande-Bretagne et les subventions européennes étaient donc fortement appréciées par les fermiers. Leur disparition consécutive au BREXIT a produit un choc douloureux. L’agriculture étant très tributaire de l’énergie et des engrais, la flambée de leurs prix a lourdement pesé sur les coûts de production, avec des répercussions inévitables sur les prix à la consommation. Evolution commune à l’ensemble de l’Europe mais non amortie par les aides communautaires. La situation a été aggravée encore par d’autres facteurs. Les récoltes ont été partiellement perdues faute de travailleurs saisonniers dont un grand nombre se recrutaient en Ukraine. Les exportations vers l’Europe ont régressé. Le pays qui importe massivement les produits agricoles et alimentaires qui lui sont nécessaires, subit de plein fouet la hausse des charges de transport des denrées. Les parlementaires ont dû faire le constat que la sécurité alimentaire des habitants n’était plus assurée. Sans mettre en œuvre, pour le moment, les mesures correctives.

## **L’inflation galopante**

L’inflation actuelle, une des plus élevées des grandes nations européennes dépasse le taux de 10%. Les anticipations pour l’année 2023 sont nettement plus élevées : + de 18%. Les salariés de nombreux secteurs se sont mis en grève pour réclamer des hausses de rémunérations compensatrices. Des pétitions fleurissent exigeant le refus de payer les factures en augmentation violente concernant l’électricité et le gaz. Nombreux sont les ménages souffrant de précarité énergétique.

Les gouvernements précédents avaient décidé, pour faire face à l’épuisement des gisements d’hydrocarbures en mer du nord, de relancer les investissements dans l’énergie nucléaire. EDF en est l’opérateur principal. Le complexe EPR de HILKLEY POINT dans le Somerset, accumule, comme celui d’OLKILUOTO en Finlande et de FLAMENVILLE en France, les retards ainsi que les surcoûts. Deux autres réacteurs seront aussi construits dans le SUFFOLK. Leur entrée en service interviendra très tardivement alors que la crise énergétique bat actuellement son plein. Le nouveau gouvernement a d’ores et déjà annoncé un plan massif de soutien (100 à 150 milliards de livres) afin de soutenir les consommateurs d’énergie. Si le gouvernement actuel s’abstient de relever les impôts puisqu’il ambitionne de les restreindre, il aura nécessairement recours à un endettement public qui a beaucoup progressé (presque 100% du PIB) mais qu’il va devoir augmenter.

## **Vers la récession**

En 2021, après la pandémie ravageuse en vies humaines, l’économie, stimulée par la dépense intérieure, s’est spectaculairement rétablie, progressant à un taux de plus de 7%. En 2022 on est passé à 3,7% et l’on prévoit en 2023 un recul à 1,2%. La demande globale va se réduire. Elle entraînera un ralentissement d’une inflation largement importée. Mais, pour que l’effet soit important, il faudrait que la récession soit nettement plus violente. Or de gros consommateurs d’énergie comme la Chine et l’Inde ne diminueront pas leurs achats d’hydrocarbures.

## **La persistance du plein emploi**

Depuis des années le chômage est resté très faible au Royaume Uni. L’indemnisation des chômeurs a été maintenue à un niveau qui garantit à peine la survie des bénéficiaires d’allocations. Les emplois précaires ont été multipliés. Dans ce contexte, comme on l’a signalé, les menaces actuelles et probablement futures résultent de manques de main-d’œuvre. La pandémie de COVID 19 a causé d’importants ravages dans le tissu des entreprises petites et moyennes. Celles qui pourraient rebondir ne trouvent pas le personnel nécessaire, même en améliorant les rémunérations. On ne voit donc pas, même en récession, la population au chômage augmenter très fortement. Par contre, on peut douter que l’emploi précaire se réduise.

## **Une monnaie qui se tient**

La livre sterling s’est moins dévalorisée que l’euro. La Banque d’Angleterre a suivi plus tôt le mouvement de hausse des taux d’intérêts initié par les Etats-Unis. Un effondrement monétaire apparaît exclu. Mais le différentiel avec l’Euro, meilleur marché, ne facilite pas le rétablissement des exportations. Les exportations de marchandises (404,7 milliards USD en 2020) sont loin de couvrir les importations (634,7 milliards USD). Jusqu’à présent, le déficit commercial extérieur a été substantiellement couvert par les ventes de services à l’étranger (338,8 milliards USD). La tendance est à leur réduction mais pas au point de déséquilibre la balance des paiements courants. Une crise monétaire pénalisant la devise nationale semble donc peu probable.

# **LA QUALITE DECLINANTE DU PERSONNEL POLITIQUE**

L’arrivée au pouvoir de B. JOHNSON a puissamment illustré un phénomène qui affecte l’ensemble des élus nationaux. Il a installé la pitrerie et le mensonge au cœur du système démocratique. Les parlementaires ont été pris la main dans le sac de divers scandales (remboursements fictifs de frais de mandat, nominations de complaisance à la Chambre des Lords). La première ministre qui vient de lui succéder, LIZ TRUSS, ultra-conservatrice, désignée par un aéropage peu représentatif de son parti.[[1]](#footnote-1) a rallié le brexit après en avoir été l’adversaire. Elle a rejoint le parti des tories tout en ayant appartenu antérieurement au parti libéral-démocrate et, ce, pour des motifs de carrière. La Chambre des Lords regorge de dignitaires qui ont acquis leur statut moyennant finances. Le parti travailliste qui était jadis l’expression politique des syndicats, s’est transformé, au fil des années, en un conglomérat de forces divisées, ne parvenant pas à incarner une alternative crédible au processus de conservatisme qui progresse au sein de la société. Les gens ordinaires ont perdu beaucoup de leur confiance dans la capacité des personnages politiques de les aider à résoudre leurs problèmes de vie quotidienne.

# **CONCLUSIONS**

**Les maux, précédemment recensés, dont souffre actuellement la Grande-Bretagne, se trouvent amplement partagés avec l’Europe continentale. Sont-ils plus profonds ? Rien n’est moins sûr. Nous avons vu que les questions écossaises et irlandaises sont sérieuses mais les forces de rappel restent puissantes. La crise énergétique bat son plein. Il en va de même en Allemagne et dans tous les autres pays affiliés à l’Union. Les difficultés en matière agricole et alimentaire, dans le secteur de la santé surpassent en intensité celles des voisins mais elles sont du même ordre et imposeront de nouvelles charges collectives. Le brexit va se traduire par un appauvrissement général de la population du Royaume. Il va venir se surajouter à une récession en cours d’installation. N’oublions pas, cependant, que cette récession se met en place, aussi dans l’ensemble de l’Europe.**

**Afin de conquérir le pouvoir gouvernemental, la nouvelle première ministre a déroulé un discours ultra-libéral (mise au pas supplémentaire des syndicats déjà affaiblis par THATCHER, baisses d’impôts) et hostile à BRUXELLES. Tout en promettant d’aider substantiellement les ménages et les entreprises à boucler leurs fins de mois. Elle va devoir réviser de fond en comble son programme, ce qui accentuera nécessairement les divisions au sein du parti conservateur qui ne la soutient pas complètement et vis-à-vis duquel elle manque d’autorité. En contrepartie de ses faiblesses elle bénéficiera de l’incapacité des travaillistes à présenter aux électeurs, un programme alternatif convaincant. Ainsi, la crise démocratique apparaît plus violente outre-manche. Mais, à l’inverse de la France et de quelques autres pays d’Europe du Sud et des Balkans, les anticapitalistes ont été marginalisés depuis fort longtemps. Son problème énergétique est moins grave qu’en Allemagne.**

**Le conflit avec l’Union demeurera comme un abcès de fixation majeur des relations avec ls continentaux. Aucune des parties prenantes n’a intérêt à laisser durablement le conflit s’envenimer. Mais il peut servir, de la part de la Grande-Bretagne, à fournir un exutoire commode aux fractures internes. Cela étant, l’économie du pays ne pourra se permettre de renoncer aux bénéfices du grand marché européen. C’est pourquoi un compromis finira par se conclure.**

**Le séparatisme britannique n’a nullement empêché que l’évolution du royaume ressemble terriblement à celle que l’on observe chez anciens associés. Les facteurs géopolitiques expliquent ce parallélisme. Le conservatisme gagne du terrain partout en Europe. Il répond à des demandes d’ordre et d’autorité dans des sociétés qui se trouvent débordées par la violence accrue des rapports sociétaux. Il puise son attractivité dans les effets de désintégration sociétale d’un inévitable multiculturalisme et du défaut d’intégration qui en résulte. Il bénéficie, si l’on peut dire, de l’obsolescence des solutions sociales-démocrates. Celles-ci ont été « récupérées » par leurs adversaires politiques et intégrées dans les politiques publiques. En Grande-Bretagne comme ailleurs, des ressources fiscales importantes vont être consacrées à la cautérisation des plaies sociales. Il s’agit de contenir la progression du paupérisme car on n’a pas encore trouvé de solution pour y remédier. Tous les pouvoirs politiques se sont cassé les dents à ce sujet. On a vu que l’institution monarchique la sublimait, captait les émotions, suscitait des ferveurs populaires. Sans produire autre chose que des calmants. Le fait que la plus vieille démocratie du monde ait totalement perdu son rôle de guide spirituel en occident, affecte tous ses voisins et, malgré tout, amis. On ne saurait être optimiste en scrutant l’avenir prochain du Royaume-Uni. Il sera, nécessairement chaotique. Il est, néanmoins, probable que les valeurs fondamentales qui fondent son existence séculaire ne seront pas mises au rebut.**

1. 170 000 membres du parti conservateur, en majorité âgés. [↑](#footnote-ref-1)